Procès-verbal de la séance du 7 février 2025

Le vendredi 07 février 2025, l'assemblée, régulièrement convoquée le 03 février 2025, s'est réunie sous la présidence de Didier GAVALDA.

Secrétaire de la séance : Thierry ESCANDE

Présents : Didier GAVALDA, Jacques GALIBERT, David ESCANDE, Elisabeth OULES, Francis ANTOLIN, Philippe MAFFRE, Marie-Christine ARMENGAUD, Tom FABRE, Joseph CASBAS, Francine VIEU, Jean-Michel SIRE, Thierry ESCANDE, Gael BENOIT, Dominique MAFFRE, Guillaume GALIBERT

Absents et excusés : Pierre BOUISSIERE

Monsieur le Maire propose aux élus de rajouter à l'ordre du jour les points suivants :

- Accord de principe pour autoriser des études sur les sources sous des parcelles communales - Bois des cuns usine d'embouteillage

Les élus acceptent de rajouter ces éléments à l'unanimité.

APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 décembre 2024

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité et signé de tous les membres présents.

AMI PHOTOVOLTAIQUE LAGRANGE

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune a été sollicitée pour l'installation et l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle communale de Lagrange.

Conformément à l'article L 2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques, s'agissant d'une demande d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique par le biais d'une manifestation d'intérêt spontanée, la commune est tenue de procéder à une publicité avant d'envisager de délivrer cette autorisation, afin de s'assurer de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE Monsieur le Maire à procéder l'appel à manifestation d'intérêt concurrente pour l'installation et l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle communale de Lagrange.

DEMANDE DE SUBVENTION REFECTION FACADE EGLISE FERRIERES

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réfection de la façade de l'Eglise communale de Ferrières, pour lequel une déclaration préalable de travaux a été déposé par la commune le 30 mai 2024, soumise à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, et dont l'arrêté autorisant l'opération a été délivré le 26 juillet 2024.

Il soumet le descriptif et l'estimatif de l'opération à l'assemblée et propose de solliciter une subvention auprès de l'Etat (au titre de la DETR).

Monsieur le Maire propose à l'assemblée donc de solliciter ces subventions, comme décrite ci-dessus, pour l'opération suivante :

Réfection de la façade Sud de l'Eglise communale FERRIERES - commune de FONTRIEU

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à **31 702.80 € H.T.**

Oui cet exposé le conseil municipal à l'unanimité :

- APPROUVE le projet de réfection de la façade Sud de l'Eglise de Ferrières, avec le piquetage du crépi existant, et le rejointement et sablage des murs,

- SOLLICITE l'Etat (au titre de la DETR) pour cette opération dont le montant s'élève à **31 702 € H.T.**

Le plan de financement prévisionnel de ce programme s'établit de la façon suivante :

- Subvention Etat - DETR - 35 % : 11 096 € H.T

-Autofinancement 20 606 € H.T

TOTAL 31 702 € H.T

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

CONSULTATION AMI PEUPEMENT SCOLYTES ONF

Monsieur le maire indique au conseil municipal qu'il est prévu de reboiser les parcelles contenant des peuplements scolytés.

Cette opération doit avoir lieu sur des parcelles forestières soumises à la gestion de l'ONF, il propose au conseil municipal qu'il soit maître d'œuvre.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, demande à l'ONF :

- D'ACCOMPAGNER la commune sur le projet pour les parcelles forestières n°6, 12, 21, 22, 23, 46, 52 et 65 sur le volet 1b (peuplements atteints par un phénomène de sécheresse, un ravageur ou un agent pathogène),
- DE MONTER le dossier technico-financier du projet indiquant son coût global et le reste à charge pour la commune,
- DE MONTER le dossier de demande de subvention à déposer sur la plateforme Cartogip et d'assister la commune dans le suivi administratif du dossier jusqu'à la liquidation de la subvention, prestation d'un montant de 1 500 € HT qui ne sera facturée qu'à la notification par l'Etat de la subvention à la commune,
- DE REALISER la maîtrise d'œuvre (assistance technique à donneur d'ordre) des travaux pour un montant qui sera calculé selon un barème dépendant de la taille du projet conformément à l'instruction technique France 2030:
  - moins de 4 ha : 1 500 €, plus 18% des coûts hors taxe des travaux principaux,
  - de 4 à 10 ha : 1 500 €, plus 16% des coûts hors taxe des travaux principaux,
  - de 10 à 20 ha : 16% des coûts hors taxe des travaux principaux pour la maîtrise d'œuvre,
  - plus de 20 ha : 14% des coûts hors taxe des travaux principaux pour la maîtrise d'œuvre,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE M. le maire à signer la convention de maîtrise d'œuvre, dont il a été donné lecture, et figurant en pièce jointe.

ETAT ASSIETTE 2025 - ONF AVENANT

Vu la délibération n° 70/2024 du 8 novembre 2024, approuvant l'état d'assiette des coupes 2025, Monsieur le maire informe le conseil municipal des derniers éléments de Madame ANDRE Marjorie, technicienne forestière de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2025 en forêt communale relevant du régime forestier,

Vu le Code forestier, en particulier les articles L212-2, L214-5 à 8, L214-10, L214-11 et L243-1,

Vu la Charte de la forêt communale, en particulier les articles 14 à 23,

Considérant le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale,

Considérant les éléments précédemment présentés par l'ONF, notamment la vue d'ensemble des coupes prévues à l'aménagement, celles reportées et anticipées,

Considérant la proposition d'état d'assiette des coupes faite par l'ONF le 13 août 2024 pour l'exercice 2025, avec les propositions de destination pour ces coupes ou leurs produits,

Considérant le programme pluriannuel de coupes pour la période 2010- 2024, consultable dans l'aménagement en vigueur ainsi que dans le portail des collectivités,

Le conseil municipal, avoir en avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE le rajout d'inscription à l'état d'assiette des coupes de l'exercice 2025, pour lesquelles l'ONF procédera à la désignation, comme dans le document joint,
- DEMANDE à l'ONF de bien vouloir procéder en 2025 à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette présentées ci-après,
- PRECISE, pour les coupes inscrites, la destination des coupes de bois réglées et non réglées ainsi

que leur mode de commercialisations,

Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la municipalité.

Dans le cadre de produits façonnés proposés en vente, la commune accepte que ses bois soient regroupés avec des bois similaires provenant d'autres propriétaires et ainsi améliorer leur attractivité pour les potentiels acheteurs et maximiser sa probabilité de recette.

Mode de commercialisation en contrat de bois façonné

Pour les coupes inscrites et commercialisées de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement, en bois façonné et à la mesure, l'ONF pourra procéder à leur mise en vente dans le cadre du dispositif de vente en lots groupés (dites "ventes groupées"), conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du Code Forestier.

Pour ces cas, le propriétaire mettra ses bois à disposition de l'ONF sur pied ou façonnés. Si ces bois sont mis à disposition de l'ONF sur pied, l'ONF est maître d'ouvrage des travaux nécessaires à leur exploitation. Dans ce cas, une convention de mise à disposition spécifique dite de "Vente et exploitation groupée" sera rédigée.

1. Dans le cas d'une mise à disposition à l'ONF de bois façonnés bord de route, le Propriétaire se charge, conformément à l'article L.214-11 du code forestier, de l'ensemble des opérations d'exploitation (abattage, débardage, remise en état, cubage / classement) soit en Régie, soit en faisant appel à une ou plusieurs ETF. Il a la possibilité de confier à l'ONF une prestation d'assistance technique à donneur d'ordres.
2. Dans le cas d'une mise à disposition à l'ONF de Bois sur pied destinés à être vendus façonnés, l'ONF se charge conformément à l'article L.214-7 du code forestier de l'ensemble des opérations liées à l'exploitation (abattage, débardage, remise en état, cubage / classement...).

Le conseil municipal donne pouvoir à M. le maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

M. le maire ou son représentant assisteront aux martelages des parcelles pour lesquelles cela est nécessaire.

AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER LA CONV MAD BOIS SUR PIED - ONF scolytes

Vu la délibération portant avenant à l'état d'assiette de coupes de bois ONF pour 2025, Monsieur le maire indique avoir été sollicité par l'ONF, en charge de la gestion de notre forêt communale, pour la signature d'une convention, sur la parcelle forestière 66, ayant pour objet la vente de bois scolytés sur des parcelles sises à Longuecamp, plantée en épicéa.

Vu le Code Forestier, en particulier les articles L212-2, L214-5 à 8, L214-10, L214-11 et L243-1 ;

Vu la Charte de la Forêt Communale, en particulier les articles 14 à 23 ;

Considérant le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale ;

Considérant les éléments précédemment présentés par l'ONF, notamment la vue d'ensemble des coupes prévues à l'aménagement, celles reportés et anticipées ;

Considérant la proposition d'état d'assiette des coupes faite par l'ONF le 13 janvier 2025 pour l'exercice 2025, avec les propositions de destination pour ces coupes ou leurs produits.

Monsieur le maire donne lecture du projet de convention, annexé à la présente, et demande au conseil municipal son accord pour signer celle-ci.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE M. le maire à signer la convention avec l'ONF, enregistrée sous le n° 8775 24 E 004 avenant 2, comme présentée en annexe, avec les orientations de mise en marché suivante :
- CHARGE celui-ci d'engager les charges d'exploitations et de recouvrer les recettes comme définies dans la convention.

Dénomination du chantier forestier	Produits	Bois façonnés		
		Contrat d'appro	Vente simple	Délivrance
coupe sanitaire - parcelle forestière 66	billons	x		

Dans le cadre de produits façonnés proposés en vente, la commune accepte que ses bois soient regroupés avec des bois similaires provenant d'autres propriétaires et ainsi améliorer leur attractivité pour les potentiels acheteurs et maximiser sa probabilité de recette.

- DEFINIE les modalités de mise à disposition à l'ONF des bois destinés à être vendus façonnés par contrat d'approvisionnement

Dénomination du chantier forestier	Mise à disposition à l'ONF des bois bord de route (1)	Mise à disposition à l'ONF des bois sur pied (2)
coupe sanitaire - parcelle forestière 66		x

- CHARGE celui-ci d'engager les charges d'exploitations et de recouvrer les recettes comme définies dans la convention.

La présente délibération sera transmise à l'ONF.

AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER LA CONV MAD BOIS FACONNES ONF

Vu la délibération portant avenant à l'état d'assiette de coupes de bois ONF pour 2025, Monsieur le maire indique avoir été sollicité par l'ONF, en charge de la gestion de notre forêt communale, pour la signature d'une convention, sur la parcelle forestière 38, ayant pour objet la vente de bois façonnés en bord de route dans la forêt de Montagnol, plantée en chêne.

Vu le Code Forestier, en particulier les articles L212-2, L214-5 à 8, L214-10, L214-11 et L243-1 ;

Vu la Charte de la Forêt Communale, en particulier les articles 14 à 23 ;

Considérant le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale ;

Considérant les éléments précédemment présentés par l'ONF, notamment la vue d'ensemble des coupes prévues à l'aménagement, celles reportés et anticipées ;

Considérant la proposition d'état d'assiette des coupes faite par l'ONF le 13 janvier 2025 pour l'exercice 2025, avec les propositions de destination pour ces coupes ou leurs produits.

Monsieur le maire donne lecture du projet de convention, annexé à la présente, et demande au conseil municipal son accord pour signer celle-ci.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE M. le maire à signer la convention avec l'ONF, enregistrée sous le n° 8775 2024 E 006, comme présentée en annexe, avec les orientations de mise en marché suivante :

Dénomination du chantier forestier	Produits	Bois façonnés		
		Contrat d'appro	vente simple	Délivrance
Coupe affouage - parcelle forestière 38	Bois de chauffage			1000

Dans le cadre de produits façonnés proposés en vente, la commune accepte que ses bois soient regroupés avec des bois similaires provenant d'autres propriétaires et ainsi améliorer leur attractivité pour les potentiels acheteurs et maximiser sa probabilité de recette.

- DEFINIE les modalités de mise à disposition à l'ONF des bois destinés à être vendus façonnés par contrat d'approvisionnement

Dénomination du chantier forestier	Mise à disposition à l'ONF des bois bord de route (1)	Mise à disposition à l'ONF des bois sur pied (2)
coupe affouage - parcelle forestière 38	x	

- CHARGE celui-ci d'engager les charges d'exploitations et de recouvrer les recettes comme définies dans la convention.

La présente délibération sera transmise à l'ONF.

CREATION ET SUPPRESSION DE POSTES - SERVICE TECHNIQUE

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 313-1,

Vu le tableau des effectifs de la collectivité,

Monsieur le Maire rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ des effectifs fin 2024 d'un agent du service technique il convient de supprimer l'emploi correspondant.

Compte tenu de l'avancement de grade prévu au tableau des effectifs de janvier 2025, pour des agents du service technique, il convient de créer un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, permanent, à temps complet et de supprimer le poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, permanent, à temps complet, à compter de la présente délibération.

Il convient également de créer un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, permanent, à temps non complet et de supprimer le poste d'adjoint technique territorial, permanent, à temps non complet, à compter de la présente délibération.

Ces postes sont créés à compter du 7 février 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- DECIDE de créer un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, et d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- DECIDE de supprimer 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, et un poste d'adjoint technique territorial,
- PREVOIT d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- DIT que le tableau des effectifs, filière technique est modifié en ce sens :

SERVICE TECHNIQUE

EMPLOI	GRADE	CATEGORIE	EFFECTIF	TEMPS DE TRAVAIL	
Agent polyvalent	Agent de maîtrise	C	1	TC	activité
Agent polyvalent	Adjoint technique ppal 1ère cl	C	2	TC	activité

Agent d'entretien	Adjoint technique ppal 2ème cl	C	1	TNC	activité
Agent polyvalent	Adjoint technique	C	3	TC	activité
Agent d'entretien	Adjoint technique	C	1	TNC	activité
Agent d'entretien	Adjoint technique	CDI	1	TNC	Inactif

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR L'ACHAT DU TRACTEUR EPAREUSE

Monsieur le Maire, expose au conseil municipal que le marché public pour l'acquisition d'un tracteur, d'une épareuse et d'une fourche/chargeur, a été mis en ligne sur le profil acheteur à la date du 12 novembre 2024, avec une parution un journal d'annonce légale comme le prévoit le code de la commande publique.

Le délai de remise des offres a été fixé au 6 décembre 2024.

La commission d'analyse des offres s'est réunie pour l'ouverture des plis le 26 décembre 2024.

Pour le lot tracteur, 10 offres ont été remises, celle retenue comme la mieux disante est celle de l'entreprise AGRI MODERNE, pour QUATRE VINGT QUINZE MILLE euros HT (95 000.00€).

Pour le lot épareuse parmi les 7 offres, elle décide de retenir comme la mieux disante celle de l'entreprise AGRI MODERNE pour QUARANTE HUIT MILLE CINQ CENT euros HT (48 500.00 €) avec une reprise de (15 000.00€) et enfin pour le lot fourche/chargeur, 5 offres ont été reçues et il est proposé de retenir l'entreprise AGRI MODERNE pour QUINZE MILLE euros HT (15 000.00€).

Monsieur le Maire propose de retenir l'entreprise AGRI MODERNE, sise 246 avenue Albert Thomas 81000 ALBI pour la consultation concernant l'acquisition d'un tracteur, d'une épareuse et d'une fourche/chargeur neufs.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- DECIDE de retenir l'entreprise AGRI MODERNE pour l'acquisition d'un tracteur, d'une épareuse et d'une fourche/chargeur neufs
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes d'engagement avec ladite entreprise et tous les documents y afférents
- DIT que les crédits seront prévus au budget prévisionnel 2025.

ACHAT PARCELLE SOULEGRE ASSAINISSEMENT - M. CAUQUIL

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le projet de réalisation de l'assainissement collectif conformément aux zones définies par le schéma communal d'assainissement validé en 2014 se poursuit, le hameau de Soulègre sera desservi en assainissement collectif.

Monsieur le Maire rappelle que c'est le cabinet GAXIEU SAS, qui est chargé de la maîtrise d'œuvre du projet.

Monsieur le maire rappelle que la parcelle achetée par la commune en 2015, est classée en zone humide, après avoir réalisé un diagnostic qui conclut en raison des enjeux mis en évidence dans ce rapport, et des complications administratives, techniques et financières qu'engendrerait une poursuite du projet sur ce site, il est préconisé d'éviter ce site et d'en envisager un nouveau pour installer la station d'épuration.

Monsieur le Maire comme convenu lors du dernier conseil municipal a pris contact avec le propriétaire de la parcelle C 396, M. CAUQUIL Michel, lequel accepte de vendre la parcelle, située en zone Naturelle du PLUi, moyennant la somme de DOUZE MILLE euros (12 000€) pour une contenance de 4430m² soit 27 088€/ha.

Monsieur le Maire propose que les frais d'actes soient pris en charge par la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- DECIDE de faire l'acquisition de la parcelle cadastrée C 396 sise à Naboutes, près du hameau de Soulègre appartenant à Monsieur CAUQUIL Michel au prix de DOUZE MILLE euros (12 000€) pour une contenance de 4430m²,
- ACCEPTE que les frais d'actes soient supportés par la commune,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

VENTE PARCELLE A LA CUMA

Vu la délibération n° 40/2024 du 20 juin 2024, actant la vente de la parcelle supportant le hangar de la CUMA "MARNHESOLLE",

Monsieur le Maire expose que cette CUMA va être dissoute et le matériel et le hangar transférés à la CUMA DE CASTELNAU DE BRASSAC, de ce fait, pour éviter un nouveau transfert de propriété entre les 2 CUMAs il propose que la CUMA de CASTELNAU DE BRASSAC achète directement la parcelle aux conditions fixées préalablement.

A savoir, la vente du terrain cadastré section F, numéro 808 d'une superficie totale de 2084m², au prix de MILLE CINQ CENT euro l'hectare (1 500 €/ha) soit TROIS CENT DOUZE euro et SOIXANTE centimes (312.60€).

Monsieur David ESCANDE adhérent à la CUMA "MARNHESOLLE" et Monsieur Gaël BENOIT adhérent à la CUMA DE CASTELNAU DE BRASSAC n'ont pas pris part aux débats et au vote.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ACCEPTE la vente du terrain cadastré section F, numéro 808 d'une superficie totale de 2084m², au prix de MILLE CINQ CENT euro l'hectare (1 500 €/ha) soit TROIS CENT DOUZE euro et SOIXANTE centimes (312.60€).
- DECIDE que les frais d'acte en la forme administrative ou notarial, seront à la charge de la CUMA DE CASTELNAU DE BRASSAC,
- DONNE POUVOIR a un adjoint de représenter la commune,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

DEMANDE DE FINANCEMENT POUR LA REFECTION DU RESEAU D'EAU - JALADIEU

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que le réseau d'eau dans le cœur du hameau de Jaladiou est vieissant, les plus anciennes conduites datent de 1944, depuis environ 5 ans, le service technique enregistre une moyenne de 5 fuites annuelle dans le secteur.

Vu la délibération n° 55/2024 du 6 septembre 2024, dans laquelle la commune sollicite seulement l'aide du conseil départemental,

Vu que l'Agence de l'eau Adour-Garonne vient d'ouvrir son 12ème programme Eau 2025-2030, et que le projet de la commune rendra dans les actions financées, pour maximiser le taux de financement qui peut aller jusqu'à 80% dans le cas d'un co-financement par le conseil départemental et par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, Monsieur le maire propose de les solliciter également pour cette opération.

Pour moderniser le réseau, le pérenniser et garantir un outil fiable de travail au service technique, M. le maire propose d'ouvrir une procédure de réfection du réseau d'eau, avec une demande de financement par le conseil départemental du Tarn, à hauteur de 30% du montant des travaux, et à l'agence de l'eau Adour-Garonne, à hauteur de 50% des travaux, lequel sont estimés à la somme de 38 927 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ACCEPTE la réfection du réseau d'eau dans le hameau de Jaladiou,
- SOLLICITE l'aide du conseil départemental du Tarn, pour 50% du montant des travaux HT,
- SOLLICITE l'Agence de l'eau Adour-Garonne, pour 30% pour montant des travaux HT,
- AUTORISE M. le maire à signer tout document en ce sens,
- DIT que ces travaux seront prévus au budget 2025.

DEMANDE DE SUBVENTION RENOVATION ANCIENNE MAIRIE - DETR

Vu la délibération n°92/2024 du 13 décembre 2024, dans laquelle la commune sollicite l'aide de l'Etat par la DETR pour le projet, suite au dépôt dématérialisé de la demande de financement courant janvier 2025 et la pré-étude par les services préfectoraux, Monsieur le maire indique qu'il y a lieu de modifier certains éléments ;

Vu que l'Etat dans le cadre de son attribution de l'aide Fond vert, ne prend pas en charge toutes les dépenses que la collectivité avait demandé dans sa première délibération,

Il propose de modifier le plan de financement du projet de rénovation avec des salles associatives sur la partie basse du bâtiment, une salle de réunion au rez-de-chaussée et 4 appartements sur les niveaux 1 et 2. L'accent de ce nouveau projet sera porté sur la rénovation énergétique, de manière à obtenir 40% de gain énergétique.

Monsieur le maire propose à l'assemblée de solliciter ces subventions, comme décrite ci-dessus, pour l'opération suivante :

Rénovation de l'ancienne mairie (création de 3 salles des associations, une salle de réunion et 4 appartements) et aménagement des abords

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à **788 212 € H.T.**

Oui cet exposé le conseil municipal à l'unanimité :

- APPROUVE le projet de rénovation de l'ancienne mairie (création de salles dédiées aux associations, d'une salle de réunion et de 4 appartements) et aménagement des abords du bâtiment existant,
- SOLLICITE l'Etat (à travers le Fonds vert et la DETR), le conseil départemental du Tarn, le conseil régional d'Occitanie dans le cadre de la rénovation énergétique des bâtiments publics ERP pour une meilleure performance énergétique et/ou logements à vocation sociale,

Le plan de financement prévisionnel de ce programme s'établit de la façon suivante :

- Subvention Etat (Fond vert) - 40% du montant éligible (242 612 € HT) : 97 045 € H.T
- Subvention Etat (DETR) - 30% du montant de l'opération (788 212 € HT) : 236 464 € HT
- Conseil régional - 6.34 % : 50 000 €
- Conseil départemental - 25 % du montant de l'opération : 197 053 € HT
- Autofinancement 207 650 € H.T

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE PROJET DE RENOVATION DE L'ANCIENNE MAIRIE - FOND VERT

Vu la délibération n°71/2024 du 8 novembre 2024, dans laquelle la commune sollicite l'aide de l'Etat par le Fond Vert pour le projet, suite au dépôt dématérialisé de la demande de financement et la pré-étude par les services préfectoraux, Monsieur le maire indique qu'il y a lieu de modifier certains éléments ;

Monsieur le maire propose à l'assemblée de solliciter ces subventions, comme décrite ci-dessus, pour l'opération suivante :

Rénovation de l'ancienne mairie (création de 3 salles des associations, une salle de réunion et 4 appartements) et aménagement des abords

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à **242 612 € H.T.** (éligibles Fond vert)

Oui cet exposé le conseil municipal à l'unanimité :

- APPROUVE le projet de rénovation de l'ancienne mairie (création de salles dédiées aux associations, d'une salle de réunion et de 4 appartements) et aménagement des abords du bâtiment existant,
- SOLLICITE l'Etat (à travers le Fonds vert), le conseil départemental du Tarn, le conseil régional

d'Occitanie dans le cadre de la rénovation énergétique des bâtiments publics ERP pour une meilleure performance énergétique et/ou logements à vocation sociale,

Le plan de financement prévisionnel de ce programme s'établit de la façon suivante :

- Subvention Etat (Fond vert) - 40% du montant éligible (242 612 € HT) : 97 045 € H.T
- Subvention Conseil régional - 6.34 % du montant éligible FV : 15 390 € HT
- Subvention Conseil Départemental 25 % du montant éligible FV : 60 653 € H.T
- Autofinancement 69 524 € H.T

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

VENTE DES PARCELLES CONSTITUANT LA VOIE VERTE A LA CCSVP

Vu la délibération n°86/2024 du 13 décembre 2024 dans laquelle le conseil municipal accepte la vente des parcelles situées le long de l'ancien chemin de fer pour créer une voie verte, Monsieur le maire rappelle que ces parcelles la constituant appartiennent à la commune soit sur le territoire historique de Ferrières et de Castelnau de Brassac, elles sont cadastrées AH002 (8 990m²), AH055 (7 310 m²), AE003 (7 395m²), AD059 (24 865 m²), AD0095 (91m²), AD096 (8 092m²), AD110 (14 085m²), N043 (20 860m²), N571 (9 729m²) et N551 (6 271m²).

Ce projet étant porté par la Communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux, M. le maire propose de lui céder les parcelles constitutives de la future voie verte, conformément à la délibération n° 2023_52 du conseil communautaire réuni le 17 avril 2023 et n° 2024_160 du conseil communautaire du 2 décembre 2024.

Monsieur le maire propose que cette cession soit réalisée contre la somme de UN euro (1.00€). Ces parcelles sont vendues en acceptant toutes les servitudes dont elles pourraient être grevées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ACCEPTE la cession des parcelles précitées moyennant la somme de UN euro (1.00€)
- AUTORISE Monsieur le maire à signer l'acte en la forme administrative au nom et pour le compte de la commune.

ACCORD DE PRINCIPE POUR AUTORISER DES ETUDES SUR LES SOURCES SOUS DES PARCELLES COMMUNALES - BOIS DES CUNS USINE EMBOUTEILLAGE

Monsieur le maire indique au conseil municipal qu'il a été sollicité par le propriétaire de l'usine d'embouteillage de l'eau située sur la commune au Bois des cuns, pour disposer de l'accord de la commune pour réaliser des études pour un éventuel prélèvement des eaux de source situées sous des parcelles communales.

Monsieur le maire rappelle que ces études et/ou sondages se feront après validation de l'Agence Régionale de Santé et en conformité si nécessaire avec la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- ACCEPTE que le propriétaire de l'usine engage la démarche d'études pour voir si les sols communaux autour de l'usine pourraient faire l'objet d'une exploitation,
- CHARGE Monsieur le maire d'en informer le demandeur et de signer tous documents nécessaires.

Messieurs BENOIT Gaël, CASBAS José, GALIBERT Guillaume, FABRE Tom et SIRE Jean-Michel s'abstiennent.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le maire indique au sujet de l'usine d'embouteillage avoir demandé à l'ONF la distraction du régime forestier de la parcelle communale limitrophe et située en zone Urbaine dédiée aux activités artisanales et industrielles, dans l'optique de la vendre si besoin d'agrandissement de l'usine.

Autour de la source actuelle, sur la parcelle communale, un débroussaillage sur 20m sera réalisé conformément aux prescriptions de l'ARS et aux obligations légales de débroussaillage.

Une visite de l'usine sera organisée pour les élus.

Monsieur David ESCANDE fait un point sur le parc éolien, il y a environ 2 ans il était question de faire du repowering *. Les nouvelles machines étant beaucoup plus hautes et les pièces d'usures pour les machines actuelles étant disponibles jusqu'en 2045, il a été proposé aux exploitants de laisser le parc en l'état.

Il demande si une campagne de traitement des nids de poule sur les voies communales sera mise en place et rappelle le besoin de curer le fossé d'une voie transférée, cela sera remonté à la CCSVP.

* Le renouvellement est défini comme le démantèlement d'un parc en fin de vie dont les éoliennes seront remplacées par de nouvelles plus performantes, capables de générer plus d'électricité.

Monsieur Francis ANTOLIN indique que l'hydrogéologue est venu au cimetière à Ferrières le 6 février 2025, il va effectuer un repérage des puits dans les prochains jours.

Il évoque aussi la destruction d'un talus lors de l'élagage autour des lignes ENEDIS, cette information sera transmise à notre correspondante.

Monsieur Jacques GALIBERT demande d'améliorer l'affichage public à Sablayrolles, M. le maire indique que cela est prévu dans l'opération cœur de village.

Monsieur Joseph CASBAS évoque le support des containers qui s'effondre, comme à Peyrolles ou l'Escassot, ils seront repris par le service technique.

Monsieur Thierry ESCANDE fait part du manque de réseau pour les portables sur les secteurs de Lassouts, Biège, Prat Lautié, Saut de Lègue, un courrier sera envoyé.

Monsieur Jean-Michel SIRE demande de revoir le prix des baux communaux qu'il juge trop faible.

Madame Marie-Christine ARMENGAUD signale un mauvais tri des conteneurs au Teil bas, le service déchets de la CCSVP sera informé.

Madame Elisabeth OULES indique que la réunion sur l'organisation des chantiers jeunes loisirs est prochainement, un élu va représenter la commune, et des élus bénévoles seront nécessaires. Une commission va être organisée pour la préparation du repas des aînés du 11 mai 2025.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à vingt et une heures.